

**Le Conseil de développement
économique des municipalités
bilingues du Manitoba inc.**

États financiers
31 mars 2020

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba inc.

Table des matières

31 mars 2020

Page

Rapport de l'auditeur indépendant

2-3

États financiers

État de la situation financière

4

État des résultats et de l'évolution des actifs nets

5

État des flux de trésorerie

6

Notes complémentaires aux états financiers

7-15

CSTP CHARTERED PROFESSIONAL ACCOUNTANT

COMPTABLE PROFESSIONNELLE AGRÉÉE

63073 PR 207, SUNNYSIDE, MB R5R 0C4

TEL./CELL: 204.801.1082 EMAIL: CSTPCA@MTS.NET

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres et au conseil d'administration de
Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba inc.

Opinion

J'ai effectué l'audit des états financiers de **Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba inc.**, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2020, et l'état des résultats et de l'évolution des actifs nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

À mon avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'entité au 31 mars 2020, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars 2020, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux Normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces Normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers* du présent rapport. Je suis indépendante de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à mon audit des états financiers au Canada et je me suis acquittée des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation des états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux Normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles

CSTP CHARTERED PROFESSIONAL ACCOUNTANT

COMPTABLE PROFESSIONNELLE AGRÉÉE

63073 PR 207, SUNNYSIDE, MB R5R 0C4

TEL./CELL: 204.801.1082 EMAIL: CSTPCA@MTS.NET



sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux Normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- J'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- J'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- J'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenue d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- J'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et j'apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

CSP Comptable professionnelle agréée

Winnipeg (Manitoba)

22 octobre 2020

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

État de la situation financière

Au 31 mars 2020

| | | | | 31 mars 2020 | 31 mars 2019 |
|--|------------------------|---------------------------------|------------------------------------|------------------|------------------|
| | Fonds général \$ | Fonds d'investissement \$ | Fonds des immobilisations \$ | Total \$ | Total \$ |
| ACTIF | | | | | |
| Encaisse | 140 911 | 123 557 | - | 264 468 | 483 167 |
| Subventions à recevoir | 223 497 | - | - | 223 497 | 169 137 |
| Comptes à recevoir | 28 775 | 7 621 | - | 36 396 | 29 174 |
| TPS à recevoir | 11 602 | - | - | 11 602 | 9 997 |
| Frais payés d'avance | 31 646 | - | - | 31 646 | 15 774 |
| Placements (note 3) | - | 446 552 | - | 446 552 | 376 936 |
| Prêts aux petites entreprises (note 4) | - | 283 917 | - | 283 917 | 244 005 |
| Parts de surplus Caisse Groupe Financier Ltée. | 1 706 | 18 302 | - | 20 008 | 20 008 |
| Immobilisations (note 5) | - | - | 44 806 | 44 806 | 53 295 |
| | 438 137 | 879 949 | 44 806 | 1 362 892 | 1 401 493 |
| PASSIF ET ACTIF NET | | | | | |
| PASSIF | | | | | |
| Avances bancaires (note 6) | - | - | - | - | - |
| Comptes à payer et dettes courues | 181 488 | 1 228 | - | 182 716 | 214 221 |
| Revenus reportés (note 8) | 203 134 | - | - | 203 134 | 204 527 |
| Apports reportés afférents aux immobilisations (note 7) | - | - | 35 309 | 35 309 | 40 995 |
| Dettes à long-terme (note 9) | - | 283 917 | - | 283 917 | 303 005 |
| | 384 622 | 285 145 | 35 309 | 705 076 | 762 748 |
| ACTIF NET | | | | | |
| Fonds général (note 2) | 28 515 | - | - | 28 515 | 26 136 |
| Fonds d'investissement (note 2) | - | 594 804 | - | 594 804 | 575 309 |
| Fonds de réserve (note 2) | 25 000 | - | - | 25 000 | 25 000 |
| Fonds des immobilisations (note 11) | - | - | 9 497 | 9 497 | 12 300 |
| | 53 515 | 594 804 | 9 497 | 657 816 | 638 745 |
| | 438 137 | 879 949 | 44 806 | 1 362 892 | 1 401 493 |

Approuvé au nom du conseil d'administration :

D. LaBrosse Président Chris W. Thompson Trésorie

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

État des résultats et de l'évolution des actifs nets

31 mars 2020

| | | | | 2020 | 2019 |
|---|------------------------|---------------------------------|------------------------------------|------------------|------------------|
| | Fonds général \$ | Fonds d'investissement \$ | Fonds des immobilisations \$ | Total \$ | Total \$ |
| Revenus | | | | | |
| Accords de contributions et subventions | | | | | |
| Diversification de l'économie de | | | | | |
| l'Ouest Canada | 565 882 | - | - | 565 882 | 515 255 |
| Emploi et développement social Canada | 553 665 | - | - | 553 665 | 535 873 |
| Patrimoine canadien | 205 497 | - | - | 205 497 | 190 503 |
| Projets (note 14) | 1 144 721 | - | - | 1 144 721 | 1 006 312 |
| Divers (note 15) | 150 244 | - | - | 150 244 | 165 230 |
| Intérêts | - | 32 507 | - | 32 507 | 25 337 |
| Amortissement des apports reportés | | | | | |
| aux immobilisations (note 7) | - | - | 12 686 | 12 686 | 12 289 |
| Recouvrement de mauvaises créances | - | 4 608 | - | 4 608 | 350 |
| | 2 620 009 | 37 115 | 12 686 | 2 669 810 | 2 451 149 |
| Dépenses | | | | | |
| Salaires et bénéfices | 1 374 786 | - | - | 1 374 786 | 1 254 805 |
| Frais professionnels et consultants | 348 359 | - | - | 348 359 | 344 859 |
| Loyer et entretien des locaux | 226 210 | - | - | 226 210 | 215 824 |
| Kilométrages, repas et frais de voyages | 162 886 | - | - | 162 886 | 147 815 |
| Publicité et marketing | 144 671 | - | - | 144 671 | 142 222 |
| Allocations aux participants et | | | | | |
| remboursements aux employés | 196 459 | - | - | 196 459 | 133 056 |
| Frais de bureau | 81 239 | - | - | 81 239 | 75 240 |
| Divers (note 15) | 51 933 | - | - | 51 933 | 67 062 |
| Mauvaises créances | - | - | - | - | 59 000 |
| Télécommunications | 22 975 | - | - | 22 975 | 21 881 |
| Amortissement | - | - | 15 460 | 15 460 | 14 984 |
| Intérêts sur dette à long terme | - | 17 598 | - | 17 598 | 14 687 |
| Assurances | 5 444 | - | - | 5 444 | 5 387 |
| Frais bancaires et intérêts | 1 380 | 22 | - | 1 402 | 1 208 |
| Frais de poste et livraison | 1 317 | - | - | 1 317 | 1 186 |
| | 2 617 659 | 17 620 | 15 460 | 2 650 739 | 2 499 216 |
| Excédent (insuffisance) des revenus | | | | | |
| sur les dépenses | 2 350 | 19 495 | (2 774) | 19 071 | (48 067) |
| Transfert se rapportant aux immobilisations | 29 | - | (29) | - | - |
| Actif net au début de l'exercice | 51 136 | 575 309 | 12 300 | 638 745 | 686 812 |
| Actif net à la fin de l'exercice | 53 515 | 594 804 | 9 497 | 657 816 | 638 745 |

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

État des flux de trésorerie

31 mars 2020

| | 2020 \$ | 2019 \$ |
|--|-------------------|-------------------|
| Activités liées au fonctionnement | | |
| Contributions gouvernementales | 2 369 362 | 2 216 548 |
| Contributions non-gouvernementales | 52 821 | 199 286 |
| Argent reçu des clients et commandites | 137 113 | 161 625 |
| Argent payé aux fournisseurs et aux employés | (2 722 193) | (2 297 957) |
| Intérêts sur dépôts à terme | 12 226 | 9 648 |
| Intérêts sur dette à long terme | (21 068) | (16 956) |
| | <u>(171 739)</u> | <u>272 194</u> |
| Activités liées au financement | | |
| Prêt à long terme déboursé | 125,000 | 75,000 |
| Contributions gouvernementales pour achats d'immobilisations | 7,000 | 18,552 |
| Repaiement de la dette à long terme | (144 088) | (56 434) |
| | (12 088) | 37 118 |
| Activités liées aux investissements | | |
| Prêts aux petites entreprises | 41 715 | (3 743) |
| Placements | (69 616) | (84 647) |
| Achats d'immobilisations | (6 971) | (20 217) |
| | <u>(34 872)</u> | <u>(108 607)</u> |
| Augmentation (diminution) de l'encaisse pour l'exercice | <u>(218 699)</u> | <u>200 705</u> |
| Encaisse au début de l'exercice | <u>503 175</u> | <u>302 470</u> |
| Encaisse à la fin de l'exercice | <u>284 476</u> | <u>503 175</u> |
| Représenté par: | | |
| Encaisse - Fonds général | 140 911 | 244 991 |
| Encaisse - Fonds d'investissements | 123 557 | 238 176 |
| Parts de surplus | 20 008 | 20 008 |
| | <u>284 476</u> | <u>503 175</u> |

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Notes complémentaires aux états financiers

31 mars 2020

1 Constitution

La société fut constituée comme société sans capital-actions et à but non-lucratif en vertu de la loi sur les corporations du Manitoba. Elle débuta ses activités en janvier 1996.

La société a comme mission de stimuler, encourager, appuyer et coordonner le développement économique dans les communautés de l'Association des municipalités bilingues du Manitoba ("AMBM").

La société est exempte d'impôt sous l'article 149 (1)(l) de la loi d'impôt sur le revenu.

2 Principales méthodes comptables

Les états financiers ont été dressés selon les Normes comptables pour les organismes sans but lucratif du Canada et comprennent les principales méthodes comptables suivantes :

a) Comptabilité par fonds

Les revenus et les dépenses afférentes à la prestation de services et à l'administration sont présentés dans le *fonds général*.

Les revenus d'intérêts, les revenus, les dépenses ainsi que les gains et pertes sur les ressources du fonds d'investissement sont présentés dans le *fonds d'investissement*. Les revenus tirés de ressources du fonds d'investissement sont grevés d'affectations externes.

Le *fonds des immobilisations* présente les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses afférents aux immobilisations.

Le *fonds de réserve* a été établi avec des ressources que la société a mis de côté afin d'aider à financer certains projets. Le fonds est grevé d'affectations internes.

b) Constatation des revenus

La société applique la méthode du report pour comptabiliser les apports.

Les apports affectés tels que les subventions des pouvoirs publics et les revenus d'intérêts du fonds d'investissements sont constatés à titre de revenus de l'exercice au cours duquel les dépenses connexes sont engagées. Le solde des subventions reçues est reporté aux années futures comme revenus reportés sur le bilan.

Les apports affectés à l'achat d'immobilisations sont constatés comme revenu selon la même méthode que celle suivie pour l'amortissement des immobilisations acquises. Les fractions non-amorties des subventions reçues désignées à l'acquisition des immobilisations sont reportées aux années futures comme apports affectés afférent aux immobilisations sur le bilan.

Les apports non affectés tels que les intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Notes complémentaires aux états financiers

31 mars 2020

2 Principales méthodes comptables *(suivi)*

c) Immobilisations et amortissement

Les immobilisations sont inscrites au prix coûtant. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire aux taux annuels suivants :

| | |
|-------------------------|---------|
| Améliorations locatives | 99 mois |
| Mobilier et équipements | 10 ans |
| Équipement informatique | 3 ans |

d) Instruments financiers

Les instruments financiers sont comptabilisés à la juste valeur au moment de leur acquisition ou de leur émission.

Au cours des périodes ultérieures, les instruments de capitaux propres négociés sur un marché actif sont comptabilisés à leur juste valeur, tout gain ou toute perte non réalisé étant comptabilisé dans l'état de résultats. Tous les autres instruments financiers sont comptabilisés au coût ou au coût après amortissement diminué de toute perte de valeur.

Les actifs financiers sont soumis à un test de dépréciation lorsque des changements de situation indiquent que l'actif pourrait s'être déprécié.

Les coûts de transaction attribuables à l'acquisition, à la sortie ou à l'émission des instruments financiers sont passés en charges dans le cas des éléments qui sont réévalués à la juste valeur à la date de chaque état de la situation financière et ils sont imputés aux instruments financiers dans le cas de ceux qui sont évalué au cours après amortissement.

e) Trésorerie et les équivalents de trésorerie

La politique de la société consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant l'encaisse, les avances bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible et les parts de surplus. De plus, les dépôts à terme du fonds d'investissements détenus comme sécurité contre la dette à long-terme ne sont pas inclus dans la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

f) Recours à des estimations

La préparation d'états financiers, selon les normes comptables pour organismes sans but lucratif du Canada, exige que la direction établisse des estimations et formule des hypothèses à l'égard des montants d'actif et de passif portés au bilan et des éléments de l'actif et du passif éventuels à la date du bilan ainsi que des montants de revenus et de dépenses imputés au cours de l'exercice couvert par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Notes complémentaires aux états financiers

31 mars 2020

2 Principales méthodes comptables (suivi)

g) Fonds d'investissement

Le fonds d'investissement est un fonds d'affectation externe. Il fut établi par des contributions de 500 000 \$ de Diversification de l'économie de l'Ouest Canada ('DÉO'). Ce fonds a pour bût de fournir des prêts aux petites entreprises dans les communautés de l'Association des municipalités bilingues du Manitoba et dans les autres communautés francophones.

L'accord du 15 septembre 1998 relatif au fonds d'investissement a pris fin le 31 mars 2011.

Ayant reçu l'assurance de la société que les fonds continueraient d'être utilisés selon l'usage auquel ils étaient originellement destinés, DÉO a décidé de laisser la gestion des fonds aux soins de la société.

3 Placements

Les placements comprennent des dépôts à terme détenus à la Caisse Groupe Financier Ltée. portant intérêts à des taux de 3,00 % à 4,75 %.

Ces dépôts à terme viennent à échéance comme suit mais sont encaissables en tout temps sans pénalité:

| | \$ |
|----------------------------------|----------------|
| Exercice terminé le 31 mars 2022 | 62 244 |
| 2024 | 102 098 |
| 2025 | 79 954 |
| 2026 | 77 256 |
| 2027 | 125 000 |
| | <u>446 552</u> |

4 Prêts aux petites entreprises

Les prêts aux petites entreprises varient de 2 757 \$ à 69 574 \$. Ils portent intérêts à des taux de 5,0 % à 5,25 % et sont remboursables sur une période de 5 à 7 ans.

La provision de créances douteuses fût augmenté au 31 mars 2019 pour inscrire l'incertitude des prêts aux petites entreprises.

Au 31 mars 2019, une entente fût mise en place pour le repaiement d'une marge de crédit garanti par la société. La provision douteuse de 20 000 \$ établie en 2015-2016 pour cette marge diminua à mesure que les paiements sont reçus. Durant cette année fiscale d'autres ententes furent mise en place pour recouvrir des prêts qui avaient été effacés. Les recouvrements apparaissent sur l'état des résultats comme recouvrement de mauvaises créances.

| | 31 mars 2020 \$ | 31 mars 2019 \$ |
|--|-----------------------|-----------------------|
| Prêts aux petites entreprises | 299 717 | 322 655 |
| Moins: Provision pour créances douteuses | <u>(15 800)</u> | <u>(78 650)</u> |
| | <u>283 917</u> | <u>244 005</u> |

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Notes complémentaires aux états financiers

31 mars 2020

5 Immobilisations

| | 31 mars 2020 | | | 31 mars 2019 | | |
|---------------------------|--------------|----------------------|--------------|--------------|----------------------|--------------|
| | Coût | Amortissement cumulé | Valeur nette | Coût | Amortissement cumulé | Valeur nette |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Améliorations locatives | 54 524 | 45 743 | 8 781 | 54 524 | 44 070 | 10 454 |
| Mobilier et équipements | 188 620 | 160 811 | 27 809 | 188 620 | 155 443 | 33 177 |
| Équipements informatiques | 45 442 | 37 226 | 8 216 | 38 471 | 28 807 | 9 664 |
| | 288 586 | 243 780 | 44 806 | 281 615 | 228 320 | 53 295 |

6 Avances bancaires

La société a une marge de crédit de 300 000 \$ portant intérêt au taux de base de l'institution financière plus 1,5 % (4,75 % au 31 mars 2020). Un contrat de sûreté en premier rang sur tout l'actif de la société a été grevé en garantie de la marge de crédit. La société n'utilisait pas la marge de crédit au 31 mars 2020.

7 Apports reportés afférents aux immobilisations

Les apports reportés afférents aux immobilisations présentés comprennent les fractions non-amorties des subventions reçues ayant servi à l'acquisition des immobilisations.

L'évolution des apports reportés afférents aux immobilisations est comme suit :

| | 31 mars 2020 \$ | 31 mars 2019 \$ |
|--|-----------------------|-----------------------|
| Solde, au début de l'exercice | 40 995 | 34 732 |
| Subventions reçues ayant servi à l'acquisition d'immobilisations | | |
| Diversification de l'économie de l'Ouest Canada | - | 8 863 |
| Secrétariat du tourisme Manitoba | - | 9 689 |
| Emploi et développement social Canada | 7 000 | - |
| Montant amortis dans les résultats | (12 686) | (12 289) |
| Solde, à la fin de l'exercice | 35 309 | 40 995 |

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Notes complémentaires aux états financiers

31 mars 2020

8 Revenus reportés

Les revenus reportés de la société comprennent les fractions des fonds reçus pour les projets non-complétés au cours de l'exercice considérés et destinés à couvrir les charges de projets durant l'exercice subséquent.

| | Revenus reportés au 31 mars 2019 \$ | Montants reçus et à recevoir \$ | Revenus reconnus \$ | Revenus reportés au 31 mars 2020 \$ |
|--|--|--|---------------------------|--|
| Diversification de l'économie de l'Ouest Canada - 2018-2019 | 20 882 | - | (20 882) | - |
| Diversification de l'économie de l'Ouest Canada - 2019-2020 | 45 417 | 499 583 | (545 000) | - |
| Diversification de l'économie de l'Ouest Canada - 2020-2021 | - | 45 417 | - | 45 417 |
| Emploi et développement social Canada - programmation | 5 808 | 552 026 | (553 665) | 4 169 |
| Emploi et développement social Canada - Premier Choix | 8 706 | 325 972 | (321 518) | 13 160 |
| Patrimoine Canadien - programmation | 7 497 | 198 000 | (205 497) | - |
| Immigration, réfugiés et citoyenneté Canada | 911 | 180 183 | (181 094) | - |
| Revenus divers (note 15) | 6 458 | 150 658 | (150 244) | 6 872 |
| Travel Manitoba - tourisme | - | 150 000 | (140 000) | 10 000 |
| Province du Manitoba - Éducation et formation | | | | |
| - projet emplois pour tous | - | 100 762 | (100 762) | - |
| Province du Manitoba - Croissance, entreprise et commerce | 10 746 | 87 000 | (97 746) | - |
| Province du Manitoba - Éducation et formation | | | | |
| - projet immigration | - | 84 868 | (84 868) | - |
| Diversification de l'économie de l'Ouest Canada - projet tourisme | - | 90 000 | (79 470) | 10 530 |
| Autres projets (note 14) | 38 727 | 61 896 | (58 447) | 42 176 |
| Caisse Groupe Financier et Junior Achievement Manitoba - projets jeunes entreprises | 22 060 | 58 251 | (35 895) | 44 416 |
| Diversification de l'économie de l'Ouest Canada | | | | |
| - conférence ECCA | - | 15 000 | (15 000) | - |
| RDÉE Canada - projet immigration | - | 14 000 | (12 471) | 1 529 |
| Bureau de l'éducation française - projets jeunes entreprises | 4 000 | 5 000 | (9 000) | - |
| Division scolaire franco-manitobaine - projet employabilité | 8 450 | - | (8 450) | - |
| RDÉE Canada - projet corridor touristique | 24 865 | - | - | 24 865 |
| | 204 527 | 2 618 616 | (2 620 009) | 203 134 |

9 Dette à long-terme

La dette à long-terme comprend les emprunts de la Caisse Groupe Financier Ltée. portant intérêts à des taux de 5,0 % à 5,25 % remboursables en versements mensuels de 7 590 \$ comprenant le capital et les intérêts et remboursable sur une période de 5 à 7 ans. Les placements de la société sont grevés en garantie des emprunts.

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Notes complémentaires aux états financiers

31 mars 2020

10 Engagements

Les engagements minimaux pour les prochains cinq ans en vertu de baux pour locaux renouvelé jusqu'en juin 2020 et en vertu de baux d'équipements se terminant en janvier 2024 et en novembre 2024 se répartissent comme suit :

| | Locaux \$ | Équipements \$ | Total \$ |
|---------------------------------------|--------------|-------------------|-------------|
| Exercice se terminant le 31 mars 2021 | 53 693 | 17 310 | 71 003 |
| 2022 | - | 17 310 | 17 310 |
| 2023 | - | 17 310 | 17 310 |
| 2024 | - | 8 740 | 8 740 |

11 Fonds des immobilisations

| | 31 mars 2020 \$ | 31 mars 2019 \$ |
|---------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Immobilisations | 44 806 | 53 295 |
| Moins: Apports reportés | (35 309) | (40 995) |
| Fonds des immobilisations | <u>9 497</u> | <u>12 300</u> |

12 Gestion du capital

Le capital de la société est constitué de ses actifs nets. Les objectifs de la société en ce qui a trait à la gestion de son capital consistent à assurer la continuité de l'exploitation afin de s'acquitter de sa mission. La société gère la structure de son capital en établissant et en surveillant ses budgets annuels de manière qu'il soit maintenu à un niveau satisfaisant. Comme organisme sans but lucratif, la société est dépendante des revenus annuels de subventions. Depuis la période précédente, il n'y eu aucun changement à ce que la société considère comme faisant partie de son capital.

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Notes complémentaires aux états financiers

31 mars 2020

13 Exposition et gestion des risques liés aux instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers de la société l'exposent à divers risques dans le cours normal de ses activités. La société s'est donnée pour objectif de maximiser son profil risque-rendement, à l'intérieur des limites établies, en appliquant des stratégies, des politiques et des procédures de gestion du risque à l'ensemble de ses activités. L'analyse qui suit permet d'évaluer ces risques au 31 mars 2020.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que la société subisse des pertes en raison de l'incapacité de ses débiteurs de remplir leurs obligations contractuelles. Les instruments financiers susceptibles d'exposer la société à de fortes concentrations de risques de crédit sont principalement les prêts aux petites entreprises, les subventions et comptes à recevoir. Le risque de crédit est élevé par rapport aux prêts aux petites entreprises vu qu'ils sont souvent des prêts à plus haut risque. Toutefois, le risque à la société par rapports aux subventions et comptes à recevoir n'est pas considéré important puisque les créances sont réparties parmi une vaste clientèle et les paiements sont normalement perçus en temps opportun. 15 800 \$ des montants à recevoir reliés au fonds d'investissement au 31 mars 2020 ont été jugé comme étant des créances douteuses. La société effectue, de façon continue, des suivis auprès de ses clients.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la société ne soit pas en mesure de remplir ses obligations lorsqu'elles arrivent à échéance. La société maintient son fonds de roulement à un niveau convenable qui lui permet de remplir toutes ses obligations en temps opportun.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou l'encaisse future d'un instrument financier varie en raison d'une fluctuation des taux d'intérêts commerciaux. La société est exposée au risque de taux d'intérêt puisque les placements portent intérêt à des taux fixes, la marge de crédit porte intérêt à un taux variable et la dette à long terme à des taux fixes. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent la société à un risque de juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

Risque de change

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou l'encaisse future d'un instrument financier varie en raison d'une fluctuation aux taux de change. La société n'est pas exposée au risque de change du fait que tous ses instruments financiers sont libellés en dollars canadiens et que le nombre de transactions effectuées en devises étrangères est minime.

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Notes complémentaires aux états financiers

31 mars 2020

14 Revenus - Projets

Le détail des revenus pour les projets spéciaux réalisés durant l'exercice est comme suit :

| | 2020 | 2019 |
|---|------------------|------------------|
| | \$ | \$ |
| Revenus | | |
| Emploi et Développement social Canada - Premier Choix | 321 518 | 313 864 |
| Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada | 181 094 | 211 468 |
| Travel Manitoba | 140 000 | 140 311 |
| Province du Manitoba – Education et formation - projet emplois pour tous | 100 762 | - |
| Province du Manitoba – Croissance, entreprise et commerce (<i>note 16</i>) | 97 746 | 86 254 |
| Province du Manitoba – Éducation et formation - projet immigration | 84 868 | - |
| Diversification de l'économie de l'Ouest Canada - projet tourisme | 79 470 | - |
| Autres projets | 58 447 | 57 026 |
| Junior Achievement Manitoba - projets jeunes entreprises | 21 480 | 31 254 |
| Diversification de l'économie de l'Ouest Canada - conférence ECCA | 15 000 | 20 000 |
| Caisse Groupe Financier Ltée. - projet jeunes entreprises | 14 415 | 10 085 |
| RDEE Canada - projet immigration | 12 471 | - |
| Bureau de l'éducation française du Manitoba - projet jeunes entreprises | 9 000 | 1 000 |
| Division scolaire franco manitobaine - projet employabilité | 8 450 | 11 550 |
| Fédération canadienne des municipalités | - | 62 800 |
| Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes - projet immigration | - | 30 000 |
| Eco-Ouest - Contributions municipales | - | 15 700 |
| RDEE Canada - projet petite enfance | - | 15 000 |
| | <u>1 144 721</u> | <u>1 006 312</u> |

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Notes complémentaires aux états financiers

31 mars 2020

15 Divers – Revenus et dépenses

Le détail des revenus divers et des dépenses diverses de l'exercice est comme suit :

| | 2020 \$ | 2019 \$ |
|---|----------------|----------------|
| Revenus | | |
| Divers - locations, photocopies, etc. | 108 950 | 114 918 |
| Omnium de golf | 30 145 | 40 613 |
| Fosse aux lions | 6 358 | 5 520 |
| Comité social | 4 791 | 4 179 |
| | <u>150 244</u> | <u>165 230</u> |
| Dépenses | | |
| Fosse aux lions | 17 250 | 17 250 |
| Omnium de golf | 15 145 | 25 613 |
| Divers - items promotionnels, cadeaux, pourboires, etc. | 14 747 | 15 973 |
| Comité social | 4 791 | 4 179 |
| Premier Choix | - | 3 900 |
| Conférence ECCA | - | 147 |
| | <u>51 933</u> | <u>67 062</u> |

16 Province du Manitoba – Croissance, Entreprise et Commerce

Pendant l'exercice 2020, le CDEM a reçu du financement de la Province du Manitoba dans le cadre du programme Partenaires pour la croissance économique au montant de 87 000 \$. Les revenus reconnus pendant l'exercice 2020 se chiffrent à 97 746 \$, incluant les revenus reportés de 10 746 \$ du 31 mars 2019.

Les fonds fournis par le financement dans le cadre du programme Partenaires pour la croissance économique de 2019-2020 sont comme suit :

| Dépenses | 2020 \$ |
|---|--------------------|
| Salaires et bénéfiques | 64 090 |
| Frais professionnels et consultants | 28 784 |
| Frais de bureau | 1 862 |
| Kilométrages, repas et frais de voyages | 3 010 |
| | <u>97 746</u> |

